



Lausanne, janvier 2023

Circulaire 2023-01 d'information pour les fondations classiques non dispensées d'organe de révision

1 Comptes pour l'exercice 2022

1.1 Documents à présenter

Les fondations sont tenues de remettre à l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale (As-So) les documents mentionnés ci-dessous dans les six mois qui suivent la clôture de chaque exercice.

- Un exemplaire du rapport de l'organe de révision daté et signé,
- Un exemplaire du procès-verbal entérinant les comptes audité daté et signé. Ce dernier doit contenir une liste de présence ainsi que la « qualité » des personnes mentionnées. Les signatures doivent mentionner en toutes lettres les nom, prénom et qualité des signataires. Le procès-verbal n'a pas besoin d'être lui-même approuvé avant de nous être transmis,
- Le rapport d'activité (obligatoire en cas de contrôle ordinaire),
- Les autres procès-verbaux importants des séances du Conseil de fondation.

Ces documents peuvent être envoyés **par courriel** à l'adresse info@as-so.ch. Attention, pour des raisons d'indexation, un courriel ne doit contenir les informations que d'une fondation. Les envois concernant plusieurs fondations ne sont pas acceptés. Il convient que tous les envois comportent le nom de la fondation ainsi que son numéro de référence dans l'objet du message.

Au surplus, la forme selon laquelle les documents peuvent être transmis à l'As-So figure dans un document distinct qui se trouve sur notre site internet.

1.1.1 *Fondations soumises au contrôle restreint*

- Tenue de la comptabilité selon les règles des articles 959 ss CO, Annexe aux comptes obligatoire (art. 959c CO) avec mention des membres du Conseil de fondation et des autres personnes engageant la fondation, ainsi que leur rémunération, le cas échéant. La mention de toute rémunération (au sens large), y compris de tout mandat supplémentaire, des membres du conseil de fondation est obligatoire.

1.1.2 *Fondations soumises par la loi au contrôle ordinaire :*

- Tenue de la comptabilité selon les règles des articles 959 ss CO,
- Établissement des états financiers selon une norme comptable reconnue (art. 962 et 962a CO),
- Intégration d'un tableau des flux de trésorerie dans les comptes annuels (art. 961, ch. 2 CO),
- Annexe aux comptes obligatoire (art. 959c CO), avec mention des membres du Conseil de fondation et des autres personnes engageant la fondation, ainsi que leur rémunération, le cas échéant, et les informations supplémentaires requises (art. 961 ss CO). La mention de toute rémunération (au sens large), y compris de tout mandat supplémentaire, des membres du conseil de fondation est obligatoire.

Le cas échéant, les fondations devront établir des comptes annuels consolidés portant sur l'ensemble des entreprises qu'elles contrôlent (art. 963 ss CO).

Toutes informations nécessaires à l'exercice de la surveillance, notamment les constatations significatives émanant d'autres organismes (contrôle cantonal des finances, subventionneur, etc.) doivent également être communiquées.

Passé le délai légal de six mois dès la clôture des comptes pour la remise des documents, une procédure de rappel sera déclenchée par l'As-So qui percevra des frais de rappel de CHF 50.-, **dès le 1^{er} rappel**, voire prendra les sanctions prévues par la loi pour non-présentation des documents susmentionnés.

2 Demande de prolongation de délai pour la remise des comptes

Les fondations ayant un organe de révision peuvent demander une prolongation de délai **de deux mois au maximum** pour la remise des comptes. La demande doit être transmise à l'As-So au moyen du formulaire disponible sur notre site internet **avant l'échéance du délai légal de six mois** dès la clôture des comptes pour la remise des documents. Un délai ne sera accordé que si l'organe suprême de la fondation atteste les points suivants :

- la fondation n'est pas en situation de surendettement ou d'insolvabilité à long terme,
- il n'y a pas eu d'événement postérieur à la date du bilan avec une influence négative sur la situation financière de la fondation.

L'octroi d'une prolongation est facturé CHF 50.- à la fondation.

Le non-respect du délai accordé déclenchera la procédure de rappel susmentionnée.

3 Gestion et placement de la fortune

Les fondations classiques administrent et utilisent leur fortune conformément à leur but. Elles doivent administrer leur fortune de manière à garantir la sécurité des placements, un rendement raisonnable et à disposer des liquidités nécessaires à l'exécution de leurs tâches.

4 Surendettement et insolvabilité

Il convient de se référer à l'article 84a CC qui énumère les mesures à prendre, notamment par l'organe suprême de la fondation et par l'organe de révision, en cas de surendettement et d'insolvabilité à long terme de la fondation. (art. 19 du Règlement sur la surveillance LPP et des fondations)

5 Organe de révision

5.1 Désignation de l'organe de révision

L'organe suprême de la fondation désigne un organe de révision (art. 83b CC).

Les fondations tenues à un contrôle restreint désignent comme organe de révision un **réviseur agréé** au sens de la LSR (art. 727c CO).

Les fondations tenues à un contrôle ordinaire désignent comme organe de révision un **expert-réviseur agréé** au sens de la LSR (art. 727b CO).

Un contrôle ordinaire est obligatoire lorsqu'au moins deux des trois valeurs suivantes sont dépassées durant deux exercices consécutifs :

- total du bilan de 20 millions de francs,
- chiffre d'affaires de 40 millions de francs,
- effectif de 250 emplois à plein temps en moyenne annuelle.

« L'autorité de surveillance peut obliger en tout temps une fondation soumise à la révision restreinte à passer à la révision ordinaire si cela s'avère nécessaire pour révéler exactement l'état du patrimoine et les résultats de la fondation. » (art. 83b, al. 4 CC).

5.2 Rapport de l'organe de révision

L'organe de révision de la fondation doit être indépendant (art. 728, 729 CO et 11 LSR).

Conformément à l'article 83c CC, l'organe de révision transmet à l'As-So un exemplaire original de son rapport de révision et l'ensemble des communications importantes adressées à la fondation.

Ces documents peuvent être envoyés par courriel à l'adresse info@as-so.ch. Attention, pour des raisons d'indexation, un courriel ne doit contenir les informations que d'une fondation. Les envois concernant plusieurs fondations ne sont pas autorisés. Il convient que tous les envois comportent le nom de la fondation ainsi que son numéro de référence dans l'objet du message.

Nous attirons votre attention sur le fait que le rapport de l'organe de révision doit être conforme aux nouveaux modèles de rapports qui ont été introduits suite à l'entrée en vigueur des nouvelles « Normes d'audit des états financiers ». A défaut, nous nous réservons le droit de retourner le rapport de l'organe de révision et d'exiger l'établissement d'un nouveau rapport.

5.3 Dispense de l'obligation de désigner un organe de révision

A la demande de l'organe suprême, l'As-So peut dispenser une fondation de l'obligation de désigner un organe de révision si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le total du bilan de la fondation au cours de deux exercices successifs est inférieur à 200'000 francs,
- la fondation n'effectue pas de collecte publique, et
- la révision n'est pas nécessaire pour révéler exactement l'état du patrimoine et les résultats de la fondation.

Le cas échéant, les statuts de la fondation doivent être adaptés. La disposition concernant l'organe de révision peut être la suivante : « à moins que la fondation n'en ait été dispensée, l'organe suprême désigne un organe de révision ».

La requête de dispense d'organe de révision sera adressée à l'As-So au moins 3 mois avant la fin de l'exercice comptable pour laquelle elle est souhaitée. Aucune dispense n'est accordée avant que les fondations n'aient présenté les états financiers révisés des deux premières années de leur existence.

L'As-So peut révoquer la dispense en tout temps si les conditions légales ne sont plus remplies.

Une circulaire spécifique pour les fondations dispensées d'organe de révision est disponible sur notre site internet.

6 **Mise à jour des inscriptions au registre du commerce**

Conformément à l'article 95 ORC, les fondations ont l'obligation de faire inscrire au registre du commerce notamment :

- leur siège et leur domicile,
- toute autre adresse de correspondance, indispensable pour la bonne communication avec la fondation,
- tous les membres de l'organe suprême, ainsi que leurs données de domicile,
- les personnes habilitées à représenter la fondation, en indiquant leur mode de signature,
- l'organe de révision.

L'organe suprême de la fondation doit communiquer sans délai toute modification d'une inscription au registre du commerce pour mise à jour dudit registre public (art. 933 CO).

Concernant l'adresse de la fondation, nous vous rappelons l'article 83d, alinéa 1 CC qui mentionne que la fondation doit avoir une adresse à son siège. L'adresse de correspondance, si elle est usuelle, doit être inscrite au registre du commerce (art. 117, al. 5 ORC).

7 Modifications légales

7.1 Rapport de rémunération

Conformément au nouvel article 84b CC, qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2023, le conseil de fondation doit adresser chaque année un rapport de rémunération à l'autorité de surveillance. Le premier rapport doit nous être transmis au **30 juin 2024** au plus tard. Il doit contenir le montant global des indemnités versées au conseil de fondation relatives à l'exercice 2023. Si la fondation a une direction, le montant des indemnités qui lui ont été versées doit être indiqué séparément. Le rapport peut être présenté comme un document distinct ou faire partie de l'annexe aux comptes et doit dans ce cas être vérifié par l'organe de révision.

7.2 Protection des données

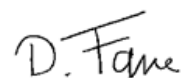
La nouvelle loi sur la protection des données (LPD) et son ordonnance (OLPD) entreront en vigueur au 1^{er} septembre 2023. Les fondations doivent prendre des mesures afin de garantir la conformité aux nouvelles obligations dès l'entrée en vigueur.

8 Communication

L'As-So informe régulièrement les institutions et le public sur les modifications liées à ses activités de surveillance ou au sujet de toutes informations pertinentes.

Par ailleurs, afin de vous permettre d'être informés plus rapidement, nous vous invitons à nous transmettre une adresse électronique officielle à notre adresse courriel info@as-so.ch en indiquant le numéro de la fondation.

Les informations sont communiquées sur le site internet www.as-so.ch.



Dominique Favre
Directeur